

Cote du document: EB 2014/112/INF.3
Date: 20 août 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Aperçu des fonds supplémentaires reçus, engagés et utilisés en 2013

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Mohamed Beavogui

Directeur et Conseiller principal du Président
téléphone: +39 06 5459 2240
courriel: m.beavogui@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent douzième session
Rome, 17-18 septembre 2014

Pour: **Information**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
I. Introduction	1
II. Définition des ressources supplémentaires	1
III. Procédures relatives aux fonds supplémentaires	1
IV. Portefeuille de fonds supplémentaires pour 2013	2
V. Conclusion	6

Appendices

I.	Historical trends in supplementary funds contributions to IFAD (2001-2013) (Tendances passées concernant les contributions de fonds supplémentaires au FIDA [2001-2013])	1
II.	Supplementary fund agreements under implementation at 31 December 2013 (Accords relatifs aux fonds supplémentaires en cours d'exécution au 31 décembre 2013)	4

Sigles et acronymes

AUO	Bureau de l'audit et de la surveillance
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
PRM	Bureau des partenariats et de la mobilisation des ressources

Aperçu des fonds supplémentaires reçus, engagés et utilisés en 2013

I. Introduction

1. En 2009, le Bureau de l'audit et de la surveillance (AUO) a publié une évaluation de l'imputation et de la répartition des commissions de gestion pour les fonds supplémentaires. Cet examen a soulevé plusieurs questions relatives à la gouvernance et l'administration et donné lieu à des recommandations qui préconisaient: i) d'adopter un classement par catégories de coûts et des principes de recouvrement des coûts; ii) d'établir des procédures officielles d'imputation et d'autorisation pour les commissions de gestion; et iii) de présenter un rapport annuel au Conseil d'administration.
2. La réforme des dispositions régissant le principe du recouvrement des coûts a nécessité plusieurs séries de consultations avec les représentants de toutes les divisions concernées. Un consensus a été obtenu au prix d'efforts considérables et les résultats des délibérations ont été présentés dans le bulletin du Président PB/2013/12 publié en décembre 2013.
3. Donnant suite à la recommandation iii), le présent document vise à communiquer au Conseil d'administration des données actualisées sur l'ensemble des fonds supplémentaires reçus, engagés et utilisés au cours de l'exercice budgétaire 2013. Il s'agit du premier rapport de ce type. Jusqu'ici, les données financières détaillées sur le portefeuille de fonds supplémentaires étaient transmises au Conseil d'administration par le biais des États financiers consolidés vérifiés du FIDA.

II. Définition des ressources supplémentaires

4. Les fonds supplémentaires sont définis comme étant des ressources provenant de dons, qui sont reçues et administrées par le FIDA selon les conditions convenues d'un commun accord par le Fonds et le ou les donateurs¹. À la différence des ressources relevant de l'article 4, les fonds supplémentaires n'appartiennent pas au FIDA et ne sont pas "versés sans restriction quant à leur utilisation" ².

III. Procédures relatives aux fonds supplémentaires

5. Le FIDA a mis en place un dispositif centralisé pour recevoir et décaisser les fonds supplémentaires. Le Conseil d'administration est l'organe qui a compétence pour décider si le FIDA accepte d'administrer des fonds supplémentaires et pour arrêter les conditions/restrictions y afférentes. Toutefois, il a délégué au Président le pouvoir de recevoir et d'administrer les dons, quelle qu'en soit la source, qui servent à financer des projets du FIDA en cours, et les dons accordés par des États membres, qui servent au financement d'études et d'activités d'assistance technique à court terme liées aux opérations du Fonds.
6. Avant d'approuver un accord, le FIDA applique des procédures internes d'examen et d'autorisation, avec l'aide de la Division des politiques et du conseil technique, du Bureau des partenariats et de la mobilisation des ressources (PRM), du Bureau du Conseiller juridique et de la Division du Contrôleur et des services financiers. Ce système de vérifications à plusieurs niveaux garantit la viabilité stratégique, financière et juridique, ainsi que la qualité technique des projets et des dispositions prises.

¹ Les fonds supplémentaires sont affectés en dehors du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) et du système d'allocation des dons.

² Pour une analyse approfondie de toutes les catégories de ressources à la disposition du FIDA et de leur gouvernance, se reporter au document EB 2012/105/INF.3 présenté au Conseil d'administration le 23 mars 2012.

7. En 2013, dans le cadre des efforts déployés par le FIDA pour favoriser une mobilisation stratégique et efficace des ressources, le Président, dans son bulletin PB/2013/12, a chargé PRM d'organiser des consultations annuelles avec le Comité exécutif de gestion et le Comité de gestion des opérations et, dans la mesure du possible, de négocier le regroupement des fonds supplémentaires dans le cadre de mécanismes multidonateurs thématiques, stratégiques et conformes aux priorités institutionnelles.
8. Donnant suite à la recommandation i) du rapport d'AUTO de 2009, le FIDA a présenté une classification des coûts supportés pour l'administration et la gestion des fonds supplémentaires dans le bulletin PB/2013/12. Les coûts indirects (services juridiques, administratifs et financiers) doivent être recouverts au titre des frais administratifs. Les coûts associés à la conception, la supervision et le suivi et évaluation des projets sont imputés sur les coûts directs. Pour la gestion des fonds supplémentaires, le FIDA applique le principe du recouvrement intégral des coûts; les montants des commissions sont indiqués ci-après.
9. Dans la mesure où les coûts directs sont imputés en tant qu'élément des activités du projet (partie principale), les dépenses administratives engagées par le FIDA pour l'administration de chaque fonds sont généralement de l'ordre de 5 à 7%, selon l'intérêt retenu par le FIDA et les risques associés. Si les fonds supplémentaires sont supérieurs à 6 millions d'USD, un plafond de 300 000 USD peut être appliqué, auquel s'ajoute l'intérêt retenu. Toutefois, selon les dispositions particulières prises par le donateur, et si le FIDA accepte que le coût direct soit intégré à la commission de gestion, un taux différent, approprié, de l'ordre de 5 à 10%, sera fixé en collaboration avec l'Unité du budget et du développement organisationnel, le Département gestion des programmes, le Bureau du Conseiller juridique et le Département des opérations financières. Aucun plafond n'est prévu dans ce cas. La règle ci-dessus est conforme à la conclusion du rapport d'AUTO de 2009, aux pratiques courantes de gestion des fonds d'affectation spéciale³ et à l'analyse des coûts réalisée en 2013 par PRM, en collaboration avec les divisions concernées.
10. L'imputation des commissions est déterminée en fonction du coût additionnel lié à la gestion des fonds supplémentaires et s'inscrit dans le cadre de l'élaboration du budget annuel.

IV. Portefeuille de fonds supplémentaires pour 2013

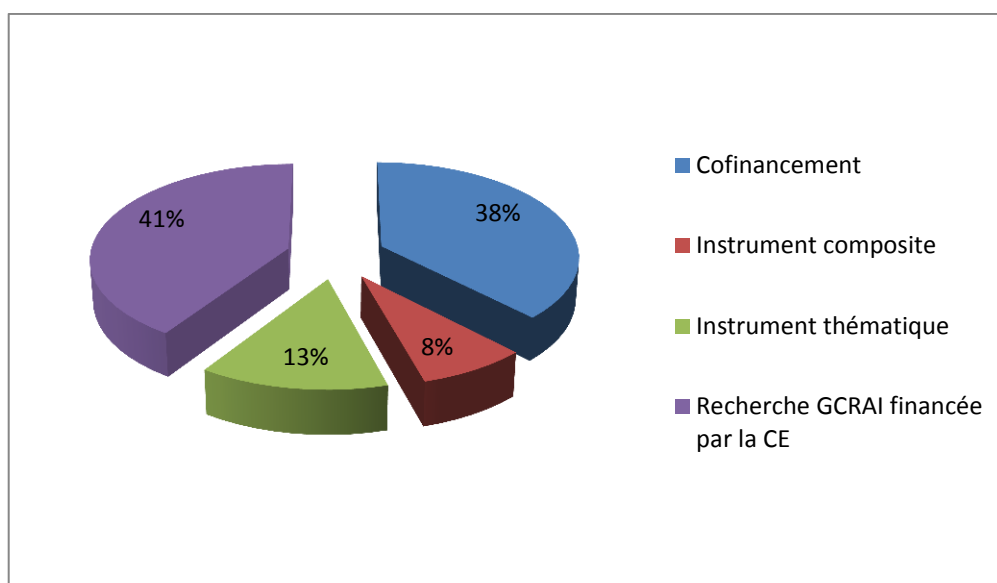
11. Les accords signés concernant des fonds supplémentaires peuvent être dans l'ensemble classés en trois catégories:
 - accord selon lequel un donateur propose des priorités thématiques et géographiques générales, en laissant au FIDA la marge de manœuvre nécessaire pour affecter les fonds de manière à servir au mieux ses objectifs stratégiques, en particulier par le biais de l'assistance technique ou de la réactivation de son portefeuille dans des États fragiles;
 - accord de cofinancement spécifique à un projet; et

³ Banque mondiale, "Board standards applied to management of Trust Funds" (Washington, 2012).

Selon cette étude, les coûts indirects fixés par les organisations internationales passées en revue sont compris entre 5 à 7%, et les coûts directs supportés pour la conception, la coordination et le suivi et évaluation s'ajoutent aux coûts indirects. Le Fonds monétaire international prélève 7% pour le recouvrement des coûts au titre des frais généraux centraux (gestion technique [5%], services juridiques [1%] et services financiers [1%], plus le recouvrement intégral des coûts directs tels que ceux qui sont supportés par les services opérationnels. Toutefois, il ne demande aucun recouvrement pour les frais généraux à l'échelle de l'institution (coût indirects fixes). La Société financière internationale regroupe les frais administratifs et les utilise pour financer les fonctions de soutien, tandis que les instruments des fonds fiduciaires de placement sont soumis à un barème distinct de recouvrement des coûts. L'Organisation de coopération et de développement économiques offre une réduction de 1% en cas de règlement d'avance, par opposition à un règlement au moment du décaissement. Le Programme alimentaire mondial prélève 7% pour les frais généraux et un peu moins de 13%, en moyenne, pour les coûts directs.

- mécanismes thématiques, qui permettent de financer des programmes thématiques, des activités d'assistance technique, des ateliers internationaux, des conférences régionales, le recrutement de consultants, et des projets ou programmes spécialisés.
12. De 2001 à 2013, le FIDA a reçu un montant cumulé de 556 millions d'USD de fonds supplémentaires⁴. Sur ce total, 180 millions d'USD ont été apportés par 19 États membres⁵, 370,7 millions d'USD par 11 organisations internationales⁶ et 5,3 millions d'USD par quatre entités privées⁷.
 13. Sur ces contributions, 41% (226 millions d'USD) ont été affectés, par le biais de la Commission européenne, à des centres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI)⁸; 38% ont été administrés dans le cadre d'accords de cofinancement de projets, entièrement intégrés à des accords de prêt/don du FIDA conclus avec des gouvernements clients; et 21% ont été affectés à des instruments composites ou thématiques. Les figures 1 et 2 donnent un aperçu de l'affectation des fonds supplémentaires et de la répartition des ressources thématiques selon leur destination au cours de cette période.

Figure 1

Répartition des ressources supplémentaires selon leur destination (2001-2013)

CE = Commission européenne.

⁴ Pour une vue d'ensemble des ressources provenant de fonds supplémentaires au cours de la période 1978-2001, se reporter au document intitulé "La politique du FIDA relative aux ressources supplétives".

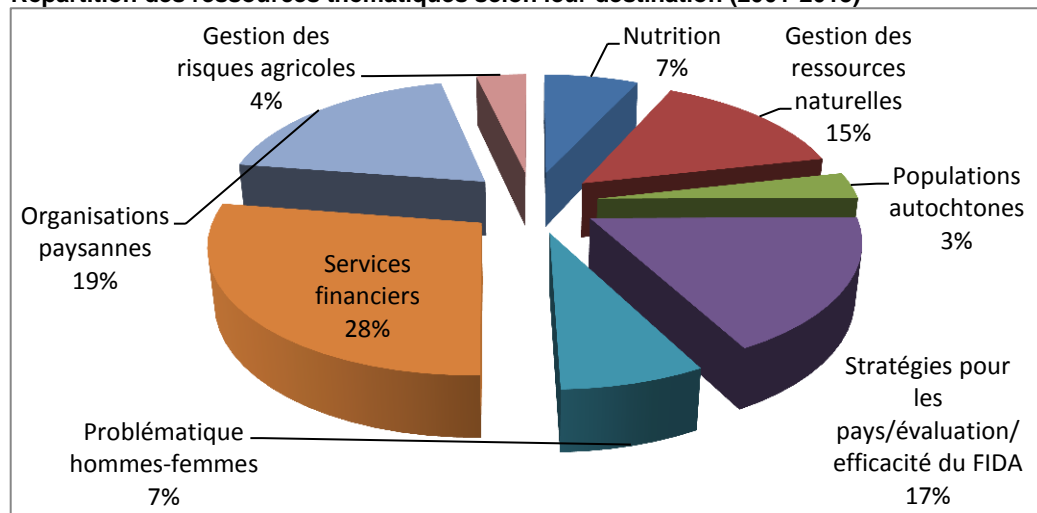
⁵ Belgique, Canada, Corée, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Suriname.

⁶ Alliance pour une révolution verte en Afrique, Banque africaine de développement, Commission européenne, Fonds arabe de développement économique et social, Fonds de l'OPEP pour le développement international, Fonds d'équipement des Nations Unies, Fonds pour les pays les moins avancés, Fonds spécial pour les changements climatiques du Fonds pour l'environnement mondial, Groupe de la Banque mondiale, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

⁷ Centre arabe pour l'étude des zones arides et des terres sèches, Fondation Bill et Melinda Gates, Congressional Hunger Centre et Copernic.

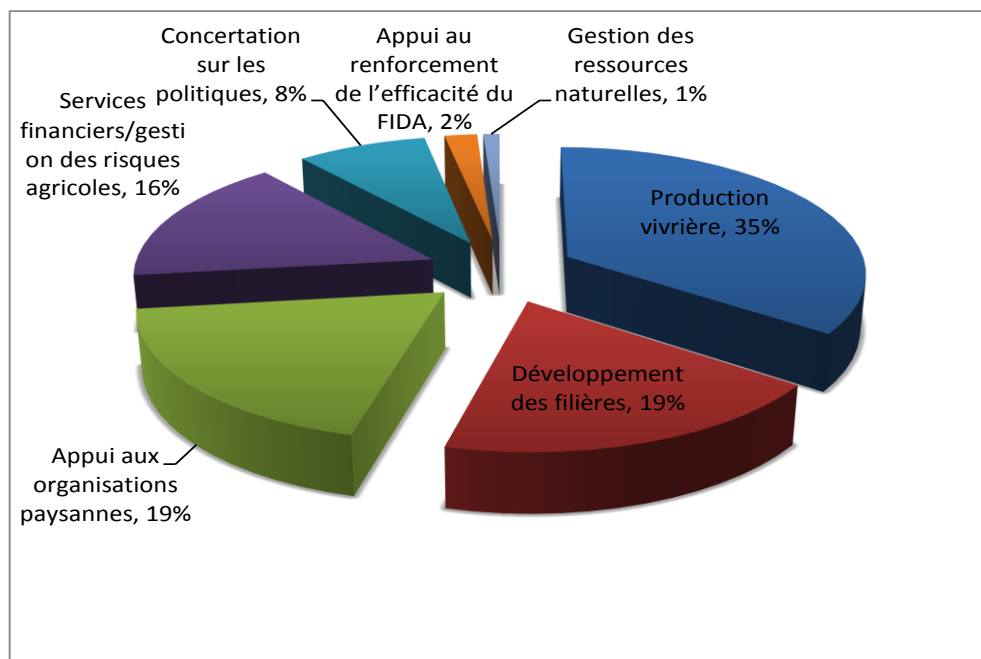
⁸ Ce programme vise à développer l'agriculture paysanne et à favoriser l'innovation rurale en investissant dans la recherche agricole.

Figure 2

Répartition des ressources thématiques selon leur destination (2001-2013)

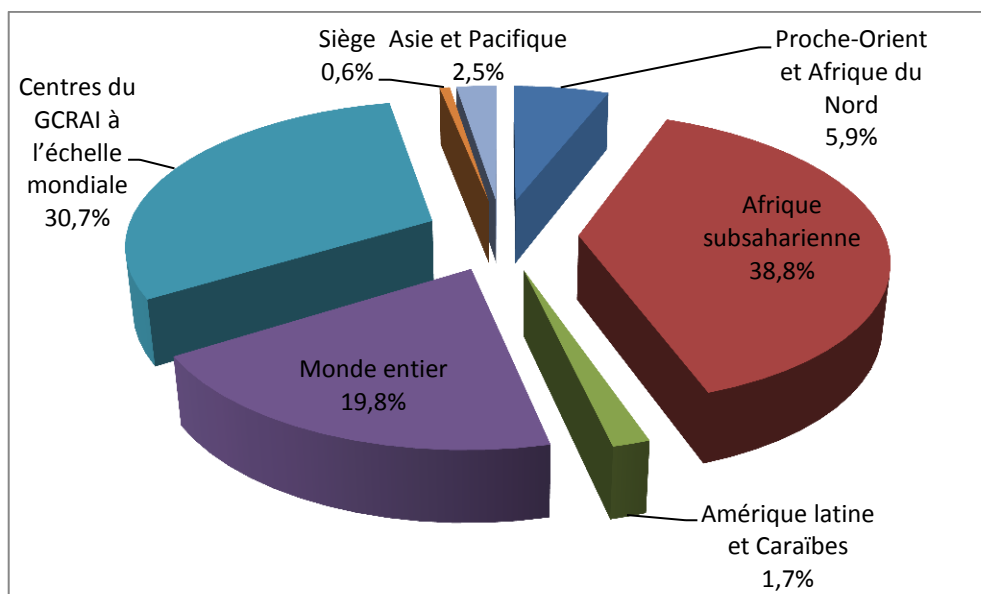
14. En décembre 2013, le portefeuille de fonds supplémentaires en cours était évalué à 456,2 millions d'USD. Au total, 224,7 millions d'USD (49%) avaient été reçus et encaissés par le FIDA.
15. Les fonds supplémentaires du FIDA sont régis par 66 accords en cours, dont 20 ont été signés en 2013, pour un montant total de 193 millions d'USD, contre 13 en 2012 (61 millions d'USD). Les principaux thèmes privilégiés sont les suivants :
- production vivrière et agriculture prenant en compte la nutrition;
 - organisations paysannes;
 - mise en place de filières et partenariats avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial aux fins de la réduction des déchets alimentaires;
 - gestion des risques agricoles; et
 - gestion des ressources naturelles, en insistant particulièrement sur la terre et sur les investissements responsables en faveur de l'agriculture.
16. En 2013, le FIDA a reçu 68,7 millions d'USD de contributions supplémentaires dans le cadre de son portefeuille d'accords. Sur ce montant total, 2 millions d'USD (3%) ont été prélevés par le FIDA pour couvrir les dépenses administratives.
17. Vingt des accords en cours concernent un financement ou un cofinancement spécifique à un projet (154 millions d'USD); 43 se rapportent à un domaine thématique et représentent 33% du portefeuille en cours (151 millions d'USD). Parmi ces derniers, 51 millions d'USD servent à apporter un soutien aux organisations paysannes dans le cadre d'accords multidonateurs; 14,2 millions d'USD sont affectés, par le biais du Mécanisme d'assistance technique, au Fonds pour l'agriculture en Afrique, au titre d'un accord multidonateurs signé en 2011; 11,6 millions d'USD relèvent du Mécanisme de financement pour l'envoi de fonds, à vocation thématique; et 142,3 millions d'USD (31%) sont affectés, dans le cadre de quatre accords, aux centres du GCRAI financés par la Commission européenne. Trois accords-cadres passés avec un seul donateur (Corée, Finlande et Italie) pour un montant total de 13,5 millions d'USD (3% du portefeuille en cours) permettent de financer 67 activités axées sur le développement des filières, la finance rurale, les technologies novatrices et l'assistance technique. La répartition du portefeuille de 2013 selon la destination des fonds est indiquée à la figure 3.

Figure 3
Répartition des fonds supplémentaires selon leur destination en 2013



18. La répartition régionale du portefeuille actuel est telle que la plus grande partie des dons est utilisée au profit de l'ensemble des régions (51%), avec notamment l'appui aux centres du GCRAI (31%); viennent ensuite les activités qui profitent à l'Afrique dans son ensemble (39%), à l'Asie et à l'Amérique latine (4% au total), et à la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe (6%). La répartition régionale du portefeuille de 2013 est indiquée à la figure 4.

Figure 4
Répartition régionale du portefeuille en cours de 2013



19. Alors que, ces dernières années, le FIDA s'est efforcé de négocier des accords multidonateurs et des mécanismes thématiques, la majeure partie des programmes en cours qui bénéficient de fonds supplémentaires est encore régie par des accords de partenariat reposant sur un seul donateur. Pour de plus amples détails, se reporter à l'appendice 2.

20. En outre, les donateurs habituels de fonds supplémentaires, notamment l'Allemagne, la Finlande, l'Italie et les Pays-Bas, ont abandonné les accords-cadres au profit de cofinancements spécifiques à un projet et/ou de financements affectés à un thème donné.
21. La capacité d'évaluation et de communication des résultats est essentielle pour assurer l'efficacité du portefeuille de fonds supplémentaires et la réactivité face aux besoins des clients et, dans une très large mesure, elle permet au FIDA de rendre des comptes à ses partenaires donateurs. Il est fait état régulièrement des progrès accomplis dans le cadre de chaque accord, moyennant une combinaison de rapports personnalisés, et parfois de rapports normalisés, axés sur les résultats.

V. Conclusion

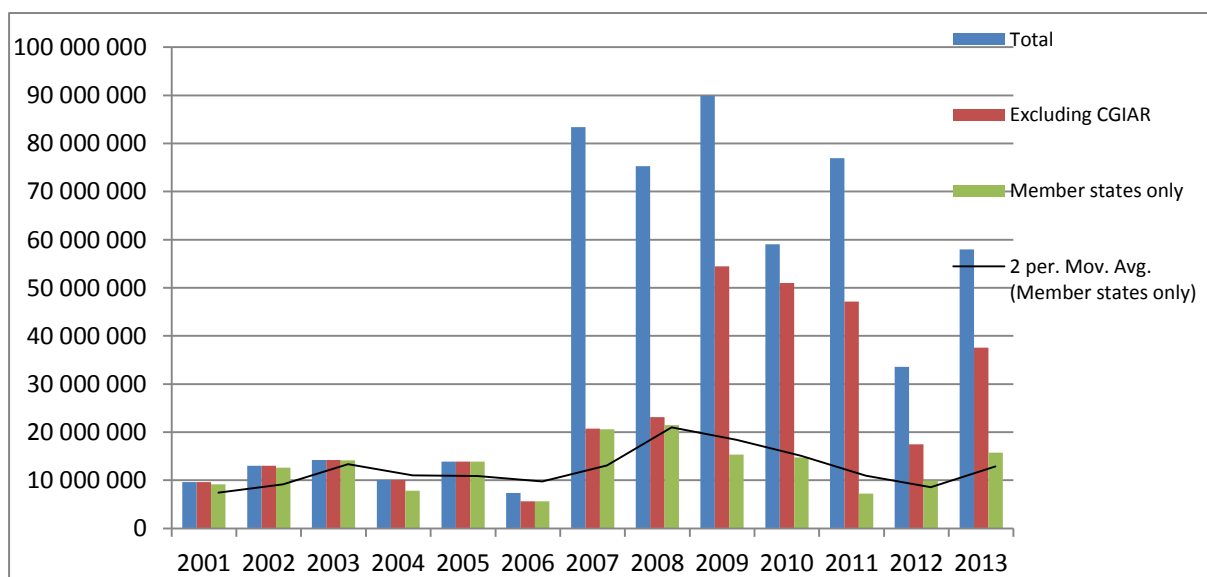
22. Le FIDA accorde une grande importance aux fonds supplémentaires, car ce sont des instruments financiers souples qui permettent d'affecter des ressources en faveur de solutions novatrices et offrant des possibilités de transformation qui, sans cela, ne seraient pas soutenues par les gouvernements clients du FIDA au moyen d'un emprunt.
23. La mobilisation de fonds supplémentaires offre la possibilité de renforcer les partenariats stratégiques entre le FIDA et les donateurs respectifs.
24. De 2012 à 2013, le FIDA a doublé les montants engagés grâce à ces fonds.
25. Le portefeuille actuel de fonds supplémentaires est morcelé et il comporte des frais de transaction élevés. Depuis 2011, avec la mise en place du Mécanisme d'assistance technique, du Programme d'appui aux organisations paysannes en Afrique et de la Plateforme de gestion des risques agricoles, le FIDA a entrepris des efforts concertés pour améliorer son efficacité sur le plan administratif en créant des fonds multidonateurs.
26. Ces expériences donnant d'excellents résultats, le FIDA est disposé à administrer des accords conclus avec un ou plusieurs donateurs moyennant un cadre thématique général. Ce modèle présente deux avantages: il favorise la mise en œuvre de la vision et du programme stratégique du FIDA, tout en garantissant que les partenaires de développement seront en mesure d'apporter un soutien financier ciblé, dans des domaines thématiques où il existe une synergie entre les priorités du Fonds et les objectifs de développement des donateurs.

Historical trends in supplementary funds contributions to IFAD (2001-2013)

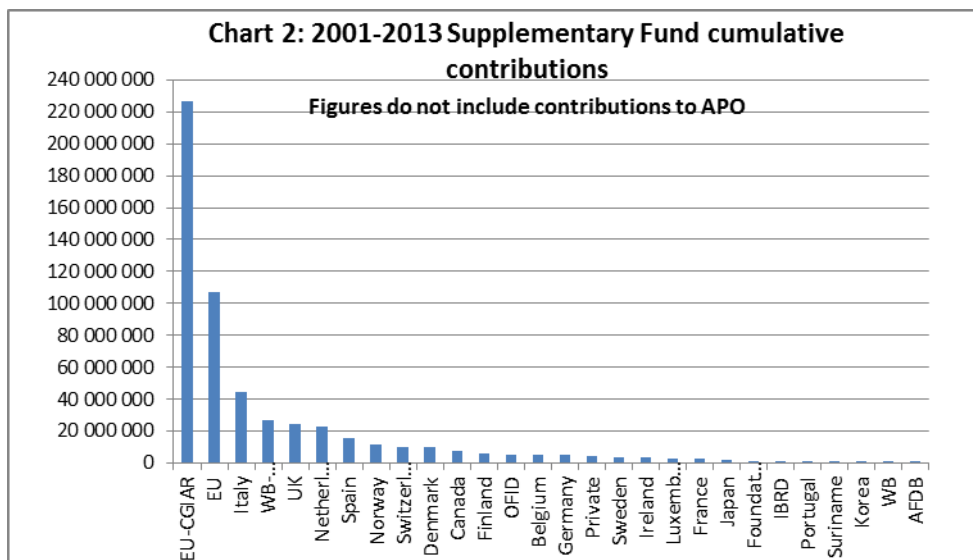
The majority of IFAD’s supplementary funds come from the share of bilateral ODA earmarked to specific purposes (i.e. multi-bilateral ODA). Volatility of the bilateral ODA is reflected in the unpredictability of supplementary funds as opposed to IFAD’s regular resources. Supplementary fund resources vary in size and scope depending on a single donor.

Chart 1 illustrates that IFAD’s Member States’ cumulative contributions to non-core resources (green bar and trend-line) have been quite steady over the last 10 years, despite a decline in 2006 followed by a peak in 2007 and another drop in 2011. In particular, during replenishment negotiation years 2002, 2005, 2008 Member State contributions to supplementary funds have not decreased, confirming their importance to IFAD’s regular resources. A two-fold increase of IFAD’s overall SF resource from 2008 to 2009 (red bar) reflects the €56.5million provided by the EC in response to the food crisis under the EC Food Facility to strengthen the programmes supported by IFAD in select Africa countries.

Chart 1: Historical trends in supplementary funds contributions to IFAD (2001-2013)



Until 2006 supplementary contributions were almost entirely provided by Member States. Chart 2 shows that as of 2001, Italy (US\$45million overall contribution from 2001), the Netherlands (US\$23million overall contribution from 2001), and the UK (US\$24 million overall contribution from 2001) have been the major Member State contributors to IFAD’s supplementary funds. In 2008, Spain commenced providing SF and within three years, its contributions totalled US\$18 million in grant non-core resources.



Following the adherence of IFAD to the EC Framework Administration Financial Agreement (FAFA) in 2004, the EC started its contributions to IFAD’s non-core resources through a EUR4 million contribution to establish the Financial Facility for Remittances in 2005. Between 2007 and 2008 Agriculture gained momentum in ODA allocations and IFAD became a key partner for the EU. To date, EC contribution to IFAD have reached approximately Euro 386 million. These include three main strings of collaboration:

1. EU annual contributions to the CGIAR centres in support of agriculture research (EUR 218 million to the CGIAR under six main annual Agreements started in 2007);
2. EU grant cofinancing to IFAD-loan supported programme in Mozambique, Yemen, Eritrea, Burundi, ECOWAS, Kenya, Madagascar and the Philippines (about EUR 108 million) under the EC food facility and the MDG1 ; and
3. EU support to cross-thematic areas including the financial facility for remittances (EUR 8 million under two agreements), Support to Farmers’ Organizations in Africa (EUR 32 million under three agreements), and the Technical Assistance Facility to the African Agriculture Fund (EUR 10 million) and the PARM - Platform for Agriculture Risk Management (EUR 3 million).

Over the period 2001-2013, some Member States also contributed a cumulative total of US\$25 million in supplementary funds to offer outstanding, highly qualified, experienced and motivated young talents (professionals and students) from their countries exposure to IFAD’s unique UN/IFI environment under the Associate Programme Officer Programme (APO). APOs work at IFAD, typically for a 2-year period at the P2 level with the same benefits and entitlements as regular IFAD staff members. The funding provided by the governments for this programme amounts to US\$170,000/US\$205,000 per participant, per year⁹. Over the last few years, IFAD has benefited from an average number of 15 to 20 APOs per year. During 2001-2013 IFAD has recruited 97 APOs.

⁹ This figure varies according to the dependency allowances and country of assignment.

Table 3: Member States Contribution to IFAD's APO Programme (amount in US\$)

	Sum of total APO 2001-2013
Germany	3 549 506
Finland	3 407 154
Italy	3 500 210
Denmark	2 954 316
Netherlands	2 399 025
Korea	2 794 357
Sweden	1 759 894
Belgium	1 577 134
Norway	1 552 074
France	577 918
Japan	525 600
Switzerland	388 007
USA	69 500
Grand Total	25 054 695

Supplementary fund agreements under implementation at 31 December 2013

	IFAD managed Multi-donor programmes	Date of Agreement	Total Contribution expected under Agreement	Received in 2013	Received under the agreement as at 31 December 2013
TECHNICAL ASSISTANCE FACILITY TO THE AFRICAN AGRICULTURE FUND First multi-donor fund established at IFAD (including a joint multi-donor agreement between Italy-AGRA- UNIDO)					
<p>The main goal of the TAF is to support capacity building for small and medium sized enterprises (SME)s and small farmers operating in the agriculture sector in Africa through improving linkages between small businesses, small-scale farmers, farmers' organizations, and companies invested in by the African Agriculture Fund (AAF). In 2013, the TAF mid-term review revealed that the number of opportunities/investments where out growers' schemes can be developed is much smaller than initially envisaged, for this project. In addition, the SME window is more limited than initially foreseen, with the type of targets outlined mostly suitable for medium sized enterprises. The review highlighted that the Rural Finance TAF component, designed to complement the AAF rural finance component, has thus far not been realized, limiting opportunities for finance, through the TAF projects linked to AAF investments. As a result, IFAD and the EC reviewed the Programme and introduced a new "Value Chain" component by merging the two original components: "Out growers" and "Rural Finance". Through this approach, IFAD's direct role in supervising activities and linking TAF activities with IFAD-supported programmes has been enhanced.</p>					
European Union-TAF	TAF (Eur 10 million)	11 May 2011 11 May 2016	13 779 501		2 199 028
Italy-AGRA- UNIDO for TAF	In 2011 Italy with US\$210,000, AGRA with US\$150,000 and UNIDO with US\$99,212 subscribed IFAD multi-donor framework to support the TAF	11 May 2011 11 May 2016	449 212		449 212
One account, one report			14 228 713	0	2 648 240
FINANCIAL FACILITY FOR REMITTANCES 2005-2020					
<p>In 2006 with initial funding from Spain (EUR2 million) and the EC (EUR4million) a multi-donor Financing Facility for Remittances (FFR) was established at IFAD to link migration and development issues, supporting capacity-building, advocacy and research in areas related to migration and remittances and piloting innovative projects to enhance the development impact of remittances. In 7 year, the FFR grew from an initial EUR 6million programme to a US\$28 million facility, and has become one of the most relevant actors in the field of remittances worldwide. To date, IFAD FFR has implemented 45 innovative projects in more than 40 countries worldwide, jointly with over 200 partners on the ground from the public sector, private sector, civil society, diaspora organizations, and generating more than US\$ 10 million in co-financing. While the multi-donor FFR has been managed as one, relevant agreements with Spain, Luxemburg, the EC and UNCDF have been signed as independent agreements and require independent financial reporting. An effort shall be made – within the FFR steering committee, to encourage donors to pool funds.</p>					
European Union-FFR	Migrant Remittances System	29 Dec. 2005 31 Aug. 2013	5 511 800		4 960 620
European Union-Diaspora	the Postal Financial Services and remittances in Africa aiming at enhancing competition in the African remittance marketplace through enabling African post offices to offer financial services and showcase the potential role of postal networks in migration and development. EUR4 160 000 EC financial assistance	12 Dec. 2012 12 Dec.2015	5 732 272		2 801 681
Luxembourg	<ul style="list-style-type: none"> Migrant Remittances System Africa 	15 Dec. 2011 31 Dec. 2014	2 600 879		2 600 879
Spain-FFR	<ul style="list-style-type: none"> Financing Facility for Remittances three trances 	15 Feb. 2008 12 Nov. 2014 extended along with the PA until 2020	8 463 900		8 463 900
UNCDF-FFR	FFR	17 Sept. 2008 31 Dec. 2014	562 195		562 195
Funds are kept in separate accounts but one narrative report accepted.			11 626 974	0	19 389 275

	IFAD managed Multi-donor programmes	Date of Agreement	Total Contribution expected under Agreement	Received in 2013	Received under the agreement as at 31 December 2013
SUPPORT TO FARMERS' ORGANIZATIONS 2009-2017					
SFOAP is a corporate effort to bring together a coalition of like-minded donors that are willing to support smallholder agriculture					
<p>The Support to Farmers' Organizations in Africa Programme (SFOAP) was established in 2009 with EUR 5 million financing by the European Commission (EC) and US\$1.5 million financing from IFAD. Its aim is to strengthen the capacity of FOs in African countries and their regional and pan-African networks. It was the first continental programme in Africa to be initiated by the four regional networks of FOs in sub-Saharan Africa (EAFF, PROPAC, ROPPA and SACAU) providing a single programme in support of the institutional development of their organizations at all levels. The objectives of SFOAP are: (i) to strengthen the institutional capacity of Farmers' Organizations (FOs) in Africa countries, and of their regional and Pan-African networks, and (ii) to enable FOs influencing policies and support programmes affecting agriculture, rural development and food security. The Pilot Phase supported 55 national organizations in 39 countries, their four regional networks in sub-Saharan Africa and the establishment of the Pan-African Farmers' Organization (PAFO).</p> <p>In 2012 Italy, Finland and Switzerland agreed to jointly co-finance SFOAP's 2012 management activities to support SFOAP's transition from pilot phase to a main phase. The main phase was launched in January 2013 through additional supplementary funds by the EC (EUR15million), France (EUR1million), Switzerland (EUR2million), and US\$2.5 million financing from IFAD. This phase (US\$26million) builds on the successes and lessons learned from the pilot phase and scales up programme activities and outreach. The programme aims to further strengthen and consolidate the institutional capacity of FOs and give them a greater say in agricultural policies and programmes. It also supports the development of FOs' economic services to facilitate the integration of smallholder farmers in value chains. The addition of a fifth regional network, the UMAGRI, has expanded the geographical area of the main phase to the North Africa region. The programme now supports 68 national farmers' organizations (NFOs) in 49 countries, their five regional networks and the PAFO.</p> <p>The Medium-Term Cooperation Programme with Farmers' Organisations in Asia and the Pacific (MTCP 2) aims to strengthen the capacities of farmers organizations in Asia and the Pacific to deliver better, improved and inclusive services to their members and to engage in effective dialogues with governments, thereby making FOs more viable, responsive and accountable to their members, more respected by their partners and have more participation in policy-making and program implementation processes of governments and IFAD country operations.</p>					
SFOAP PILOT & BRIDGING PHASE					
EU - SFOAP inception phase	Support to Farmers' Organizations in Africa Programme (SFOAP) was initiated in 2009 with EUR 5 million financing by the European Commission (EC) and US\$1.5 million financing from IFAD	14 Jan. 2009 30 Sept. 2012	6 888 994	274 834	6 888 994
CH-FN-IT SFOAP bridging phase	SFOAP Bridging Phase: cofinanced with supplementary funds from Finland (US\$70,000); Italy (US\$40,000) and Switzerland (CHF121,500).	1 Oct. 2012	235 455		235 455
			7 124 449	274 834	7 124 449
SFOAP MAIN PHASE - Multidonor fund					
Swiss-SFOAP	SFOAP main phase (EUR2Million)	13 Dec. 2012	2 755 900	716 534	716 534
EU-SFOAP	SFOAP main phase (EUR15,000,000)	21 Dec. 2012	19 792 500	4 489 195	4 489 195
France-AFD-SFOAP	SFOAP main phase (EUR1,065,750)	14 Mar. 2013	1 468 550		
	Funds are pooled into one account. One unified narrative and financial report provided.		24 016 950	5 205 729	5 205 729
Together with SFOAP, the Farmers' Fighting Poverty in Africa (FFP/AFRICA) composes the programme Farmers' Africa, financed by the European Commission (EC). The financing from the EC is channelled to AgriCord through IFAD.					
EU-FFP	Farmers Fighting Poverty / AFRICA	22 Nov. 2012	16 397 606		6 231 090
	One account independent reporting		16 397 606	0	6 231 090
MTCP was launched in 2009 with IFAD resources approved under the regional grant window.					
Swiss MTCP	Medium-Term Cooperation Programme with Farmers' Organisations in Asia and the Pacific - Second Phase (MTCP 2) - (CHF3,000,000)	5 Dec. 2013	3 354 616	670 601	670 601
	One account independent reporting		3 354 616	670 601	670 601
	TOTAL of the two phases of the MULTI-DONOR PROGRAMME		50 893 621	6 151 163	19 231 869
FARMERS' FORUM 2014-Ongoing					
<p>The Farmers' Forum (FAFO) is a bottom-up process of consultation and dialogue between small farmers' and rural producers' organizations, IFAD and governments for rural development and poverty reduction. Established in 2006 as a permanent feature of the IFAD Governing Council and operationalized through IFAD-funded investment projects and grant programmes, the Farmers' Forum is fully aligned with IFAD's strategic objectives, and is rooted in concrete partnership and collaboration at country and regional levels. Engagement with rural organisations at field level and dialogue at the international level are articulated as mutually reinforcing processes. Following consultations at the national and regional level, the Farmers' Forum meets every two years for a global consultation, in conjunction with the Governing Council of IFAD. Over the past 8 years, the FAFO process has demonstrated its relevance and indeed changed the way IFAD and FOs are working together. Direct support to FOs through grant financing for capacity building – a major request of the Farmers' Forum –increased dramatically since the beginning of the Farmers' Forum process, from US\$2.4 million per biennium in 2004-2005 to over US\$12.0 million in 2008-2009 and over US\$50million in 2013-17. Since its inception, FAFO has received supplementary funding from Italy (US\$40,000 approved in 2005 to prepare to the first FAFO in 2006; US\$45,000 for FAFO2010 and US\$100,000 for the FAFO2012); Switzerland (US\$50,000 for FAFO2010; US\$291,000 for FAFO 2012; and US\$218,000 for FAFO2014), France (EUR50,000 for FAFO2010) and Finland (US\$42,000 to ensure women farmers participation to FAFO2012); and BMGF with US\$230,000 to FAFO2014.</p>					
Swiss-FAFO 2014	Cofinancing of the Farmers' Forum 2014 in Rome	13 Dec. 2012 31 Dec 2014	201 980		201 980
BMGF-FAFO 2014	Cofinancing of the Farmers' Forum 2014 in Rome	Jan 2014 30 June 2014	230 000		
	Kept in separate accounts but one narrative report accepted (individual financial reporting is required).		431 980	0	201 980

	IFAD managed Multi-donor programmes	Date of Agreement	Total Contribution expected under Agreement	Received in 2013	Received under the agreement as at 31 December 2013
THE AGRICULTURE RISK MANAGEMENT MULTI-DONOR PROGRAMMES					
<p>Agriculture, by its dependence on natural events beyond human control, has always been risky business. But today, smallholder farmers face new and old threats from a variety of directions. These include volatile food prices, erratic agricultural markets, crop and livestock pests and diseases, and climate change, making agriculture less predictable than ever. These are risks faced by farmers in developing and developed countries alike. But smallholder farmers in developing countries face additional risks that their counterparts in most developed countries do not. IFAD has long been aware that helping smallholders manage risk is an essential element of establishing global food and nutrition security.</p>					
PLATFORM FOR AGRICULTURE RISK MANAGEMENT: Multi-donor facility 2013-2017					
<p>IFAD, with the support of France, the EC, Italy, and in partnership with the New Partnership for Africa's Development (NEPAD), launched the Platform for Agricultural Risk Management (PARM) in December 2013. PARM is a partnership-based initiative aiming at fostering responsible investment in rural areas and agriculture. The aim of the platform is to assess and qualify agricultural risks in partner countries, develop appropriate strategies to challenge such risks, and contribute to establishing the conditions necessary for food and nutrition security. Its main role will consist of: (a) improving the area of risk agricultural management, (b) assist national stakeholders in setting up a process to develop agricultural risk management strategies, (c) developing effective tools to measure efficiency and effectiveness of risk management systems, (d) building capacity among African nations on agricultural risk management topics, (e) act as a broker between the private and public sector and between those in need of risk management expertise and those who can provide it; and, (f) strength regional cooperation on agricultural risk management.</p>					
EU-PARM	PARM	Dec. 2013 Dec. 2017	4 288 375	1 064 983	1 064 983
France-AFD	PARM	Dec. 2013 Dec. 2017	2 639 000	1 377 950	1 377 950
Italy-PARM	PARM	Dec. 2013 Dec. 2017	650 000		0
IFAD-PARM			300 000		
	One account, one report		7 877 375	2 442 933	2 442 933
WEATHER RISK MANAGEMENT					
<p>With initial support of the Bill and Melinda Gates Foundation (US\$1million) in 2008 IFAD and the WFP established the joint Weather Risk Management Facility (WRMF), to develop index insurance with the World Food Programme. Since 2008 the WRMF has been conducting research, building capacity, and implementing initiatives to improve index insurance product offerings and the way they are delivered. In 2014 France agreed to support the Phase II of the project 'Improving weather risk management in Sub-Saharan Africa: satellites for insuring smallholders' with EUR500,000. The IFAD-WFP WRMF has been working to address the challenges weather risk (particularly drought) poses for smallholders producing crops in rural areas and to evaluate and review 36 weather index insurance programmes. A main challenge is that, to develop an index insurance contract, historical daily data sets (ideally of about 20 years or more) are necessary, as well as the capacity to capture current data in order to know when a payout should be triggered.</p>					
WFP	Weather Risk Management	06 Apr 2013 31 Dec 2013	98 000		0
France-Weather risk	Convention de financement AFD-IFAD weather risk management Apr 2012	13 Apr. 2012 June 2016	688 975	197 917	688 975
	Two separate accounts, a unified reporting.		786 975	197 917	688 975
NUTRITION SENSITIVE AND RURAL DEVELOPMENT 2013-2016					
<p>Canada supported the launch of the initiative as a multi-donor facility. Germany subsequently made a contribution with country specific (Brazil, Zambia, Ghana, Indonesia) and sector focused earmarking that promote value chains within specific crops, fish or livestock high nutritional contents relevant for smallholder production and consumption. The two projects are mutually reinforcing. Under the agreement with Canada IFAD is to strengthening its technical capacity in nutrition issues, through additional staff and improved links with CG programs on agriculture and nutrition.</p>					
Canada	Nutrition sensitive agriculture	28 Mar 2013 27 Mar 2016	4 951 966	4 951 966	4 951 966
Germany	Nutrition sensitive value chain	Dec. 2013 Dec. 2015	857 675		
	Kept in separate accounts but one narrative report accepted (respective financial report required)		5 809 641	4 951 966	4 951 966

	IFAD managed Multi-donor programmes	Date of Agreement	Total Contribution expected under Agreement	Received in 2013	Received under the agreement as at 31 December 2013
FOOD LOSS REDUCTION 2013-2016					
<p>In 2013 the Swiss Agency for Development Co-operation (SDC) through their Global Programme on Food Security (GPFS) under the theme "Reducing food losses through post-harvest management" - launched the joint RBA programme through FAO. The project aims at improving food security and income generation opportunities through reduction of food losses in supported food grains and pulses value chains. The project activities will be focused on establishing a global community of practices on food losses, support policy development, and include pilot activities on food loss assessments and reduction in three selected countries: Burkina Faso, Democratic Republic of the Congo, and Uganda. All three RBAs have strong organisational commitments to the global reduction of food losses. By leveraging their strengths, the project will have significant influence and impact in both raising awareness on losses and in stimulating change in member countries to take action for food loss reduction.</p> <p>A new supplementary fund agreement between IFAD and Ireland was signed in 2013 to enable the use of US\$174,880 - which had remained unspent under a previous partnership agreement - to support the "Food loss reduction through partnerships and evidence-based interventions."</p>					
Ireland	Food loss reduction through partnerships and evidence based interventions	12 Dec. 2013 until end of activities	174 880		174 880
Switzerland through FAO	RBAs joint programme for "Mainstreaming food loss reduction initiatives for smallholders in food deficit areas". US\$2 748 000 are channelled through FAO and a share of it will be used by IFAD following approval by the Steering committee.	22 Dec 2013 14 Dec. 2016	TBD		
	Funds are kept in separate accounts. Ireland agreed to have a joint report with the CH funded programme.		174 880	0	174 880
MAINSTREAMING GENDER EQUALITY					
<p>Since 1995 IFAD has received US\$15million SF from Japan, Norway, Germany, Canada, Finland, The Netherlands and Italy under nine agreements to achieve more impact on reducing poverty and increasing household food security by: (i) building IFAD's capacity at HQs and country level reaching more rural women through gender-sensitive programme design and implementation; (ii) working in partnership with other institutions and organization; (iii) developing and testing innovative methodologies; (iv) empowering women and their organizations by creating their legal awareness and</p>					
Japan WID	Women-in Development Activities. All the funds have been used. One activity - the Scaling up household methodologies for results impact in IFAD-supported programmes and projects still ongoing with US\$ 186 103.73	14 Nov. 1995 no expiring	5 823 151		5 823 151
Norway	Gender Mainstreaming. One activity (US\$30,000) still ongoing under the Programme to Assist IFAD Projects in Western and Central Africa to Reach Rural Women ('the Programme') - to provide technical assistance on gender and trainings in WCA.	27 Nov. 1998 no expiring	4 875 215		4 875 215
	Funds are kept in separate accounts		10 698 366	0	10 698 366
	IFAD managed Single-donor programmes	Date of Agreement	Total Contribution expected under Agreement	Received in 2013	Received under the agreement as at 31 December 2013
Thematic focused single donor Agreements					
European Union-CGIAR	• Consultative Group for International Agriculture Research III (Eur 17.5 million)	22 July 2010 1 Jun. 2013	24 114 126	6 441 090	23 368 449
European Union-CGIAR	• CGIAR-CIP (Eur 5 million) Strengthening Pro-poor Agriculture Innovation for Food security in Andean Region	20 Dec 2010 15 Jun. 2014	6 889 750	2 163 486	5 441 168
European Union-CGIAR	• Consultative Group for International Agriculture Research IV (Eur 32.5 million)	Dec 2011 Dec 2015	42 224 000		30 216 626
European Union-CGIAR	• Consultative Group for International Agriculture Research VI (Eur 50.15 million)	1 Jan 2013 31 Dec 2016	69 104 196	12 173 844	12 173 844
EU-ILC	Support to the International Land coalition (ILC) through IFAD: Catalysing partnerships for pro-poor land governance	21 Dec. 2012	5 278 000	1 559 223	1 559 223
WB-IBRD GAFSP	To support IFAD to design and supervise two GAFSP programmes in Sierra Leone (US\$19 million) and Togo Eur 3.4 million (US\$3.8 million equivalent)	Nov 2010 na	3 800 000		3 800 000
Italy RURALFIN	• Rural Finance activities • Asia and Africa	9 May. 2005 8 May 2014	6 104 250		6 104 250

	IFAD managed Single-donor programmes	Date of Agreement	Total Contribution expected under Agreement	Received in 2013	Received under the agreement as at 31 December 2013
Spain-LAC;NEN	<ul style="list-style-type: none"> Human Rights and Remittances: <ul style="list-style-type: none"> - US\$1 120 000 used for a grant agreement with Fundación Capital to "Enhance the gender-sensitive impact of remittances for rural development in Latin America and the Caribbean" - US\$1 249 000 used for Sustainable water management micro-systems in mountainous areas of Lebanon 	15 Feb. 2008 27 Nov. 2013 extended along with the PA until 2020	2 630 500		2 630 500
Spain GECC	<ul style="list-style-type: none"> Support to African rural disadvantaged communities fighting against climate change (Grant ongoing) 	15 Oct. 2008 12 Nov. 2011	1 878 357		1 878 357
Sweden	<ul style="list-style-type: none"> Support IFAD's reform for efficiency 	14 Dec 2001 30 May 2014	1 641 813		1 641 813
Swiss-IOE	<ul style="list-style-type: none"> Phase Three of the Partnership on Development Effectiveness through Evaluation 950 000 CHF 	15 June 2013 6 March 2016	1 088 800	317 314	317 314
Swiss-Land Tenure	IFAD-contribution to Community Investor Partnerships Project in Mozambique (2009-2012)	29 Jan. 2009; 31 Dec. 2012	191 427		191 427
The Netherlands-GLTN	Funds through IFAD in support to the Global Land TN	Aug 2013 Dec 2017	20 437 500	5 000 000	5 000 000
OFID	Rural Energy Program for Western and Central Africa (Sao Tome)	21 Dec. 2012 2 years from signature	760 000		
FAO	Expo 2015	Dec 2013 Dec 2015	45 372		0
		Subtotal	186 188 092	27 654 957	94 322 972
Umbrella type agreements					
Finland	<ul style="list-style-type: none"> Since 2003, through three subsequent Partnership Agreements, Finland has contributed US\$5.6 million in Finnish Supplementary Funds (FSF). FSF have given IFAD some flexibility for operational innovation in particular with South-South cooperation, Information and Communication Technologies (ICT), fisheries and micro-finance, and to support the thematic priorities of pro-poor policy dialogue, gender equality, and natural resource management, with specific focus on Africa. Under the 2009 Agreement (Eur 1 500 000), Finland has supported 21 activities. 50% of the resources have been used to support African countries related activities. 45% of the Finnish funds has been used at Headquarters level to address cross-thematic core issues not limited to a specific region. Finally, only 5 % of the portfolio has a specific focus outside Africa (Peru) for a South-South cooperation project on Information and Communication Technologies (ICTs). 	6 Jun. 2009 31 Dec. 2014	2 066 925		2 066 925
Italy	<ul style="list-style-type: none"> In 1994, Italy's MoFA, through its Directorate-General for Development Cooperation (DGCS), initiated an additional voluntary contribution to the Fund, making Italy one of the first countries to contribute to IFAD's supplementary funds. Since then Italy has contributed overall US\$51 million in supplementary funds. Focus of the partnership is to improve Market access, support capacity building, and enhance farmers associations in Italy development priority countries. Overall contribution in 2013 was EUR1,000,000 (US\$1,297,200 equivalent) of which US\$650,000 channelled through PARM. 	12 Nov. 2001 12 Nov. 2016	9 671 275	647 200	9 671 275
Korea	<ul style="list-style-type: none"> To finance and co finance projects, programmes and other activities aimed at enhancing agricultural productivity, introduce innovations and improving agricultural markets in the Asia and Pacific Region 	18 Oct. 2012 18 Oct. 2016	1 800 000	470 557	929 330
		Subtotal	13 538 200	1 117 757	12 667 530

	IFAD managed Single-donor programmes	Date of Agreement	Total Contribution expected under Agreement	Received in 2013	Received under the agreement as at 31 December 2013
Project specific financing and cofinancing agreement					
Belgium BSF-Rwanda	Cofinancing contribution to the Support Project for the Strategic Transformation of Agriculture – PAPSTA (the Project) Agreement for Eur 4 000 000 (US\$/Eur=0.761)	12 Dec. 2008 12 Dec. 2013	5 511 800		5 155 500
Denmark-Moldova	Cofinance to the Youth Entrepreneurship Financing Sub-Component under the Rural Financial Services and Agribusiness Development Project. DKK 26 299 816 + DKK 700 000=DKK 26 999 816	9 Dec. 2010 30 Jun. 2014	4 692 523		4 664 587
Denmark-Armenia	Cofinance to the Farmer Market Access Programme - FREDA (DKK 10 000 000)	29 Dec. 2008 31 Dec. 2014	1 845 834		1 755 138
Denmark-Armenia 2	Cofinance Rural Assets Creation Programme (RACP) in Armenia (DKK 24 685 000)	30 Nov 2011 30 June 2015	4 392 349		1 755 062
Estonia	Supplementary Funds Contribution		45 000	62 008	62 008
Italy Viet Nam	Pilot Project for Poverty Reduction in Gia Lai Province in the Socialist Republic of Viet Nam	16 Dec. 2008 16 Dec. 2013	1 400 600		1 400 600
Italy Niger	Technical Assistance to the Italy-Niger "Project of Rural Infrastructure and Market Access".	Dec. 2013 Dec. 2015	993 663		
Italy Guinea	Support to Processing and Commercialization of Horticulture and Rice Products in Low Guinea Project	Dec. 2013 Dec. 2015	989 625		
Netherlands Bangladesh	Charlands settlement and development infrastructure project Phase IV	Jul. 2010 30 Sept 2016	5 086 000	121 245	5 086 000
Netherlands South Sudan	Cofinance to the Southern Sudan Livelihoods Development Project	16 Jul. 2009 31 Dec. 2014	9 550 000	2 336 016	6 516 015
Finland-Zambia	Cofinance Smallholder Production Promotion Programme-S3P (Eur 5.5 million)	13 Dec 2011 2015	7 578 725	1 615 560	1 615 560
Spain Brazil	• Gestión de Conocimiento en Zonas Semiáridas de Nordeste de Brasil Eur 3 500 000	17 Dec 2009 3 Jan 2014	5 053 475		5 053 475
Germany-BF	Support of sustainable value chains in the rice sector, in particular of small-scale structures Burkina Faso	13 Sept. 2013 Sept 2016	2 342 515		
OFID-Somalia	Co-fin grant for Food Security for Pastoralist Programme to be implemented in conjunction with the NWICDP II	15 Feb. 2012 Feb. 2015	1 500 000	700 000	
OFID-WCA	Grant agreement for Energy Poverty - Sao Tome and Principe and Ghana	1 Dec. 2012 1 Dec. 2014	760 000	608 000	608 000
European Union-Eritrea	Post-crisis rural recovery and development in Eritrea	1 Sept. 2009 1 Sept. 2012	6 476 365	1 165 507	6 132 914
European Union-Yemen Economic Dev	Yemen - Economic Opportunity Programme	11 May 2011 11 May 2014	8 929 116		2 366 815
European Union-Yemen Fishery	Yemen - Fisheries Investment Project	2 Jul. 2012 3 Dec. 2015	6 200 775		1 309 053
EU-Mozambique	Support to Accelerate Progress towards MDG 1C in Mozambique – IFAD Components of the Programme	24 Apr. 2013 24 Apr. 2018	34 307 000	7 564 946	7 564 946
EU-Burundi	Support to Accelerate Progress towards MDG 1C in Burundi	31 May. 2013 31 Mar. 2017	23 091 250	6 282 267	6 282 267
EU-KCEP	Kenya Cereal Enhancement Programme (KCEP)	Dec. 2013 Dec. 2017	23 223 200	5 780 501	
		Subtotal	153 969 816	26 236 050	57 327 940
		Total portfolio negotiated in 2013	456 224 633	68 752 744	224 746 925
			192 972 011		